

Rapport Annuel
2021

POWER OF THE 99%

الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

En 2021, les membres et leurs communautés ont été confrontés aux sombres réalités de la pandémie en cours, à des crises économiques qui s'étendent et à des menaces croissantes pour la démocratie, dans un contexte de légitimité défailante des institutions publiques souvent considérées à juste titre comme étant sous l'emprise des intérêts corporatistes/financiers. Nombreux sont ceux et celles qui ont subi des pertes considérables. En tant que réseau, nous avons pleuré la disparition et célébré la vie d'importants leaders du mouvement, dont Mohamed Ali Shah (Pakistan Fisherfolk Forum) et Aurelia Arzú Rochez (Organización Fraternal Negra Hondureña - OFRANEH), parmi tant d'autres. De nombreux membres du mouvement se sont concentrés sur leur survie en l'absence d'aide publique alors qu'ils étaient confrontés à un chômage et à une inflation croissants, aggravés par l'émergence ou l'aggravation de crises de la dette et de catastrophes liées au climat. L'État n'était souvent présent que sous la forme de surveillance et de répression. Pourtant, ces mêmes membres de mouvements et d'organisations autochtones, ainsi que des communautés résistantes du monde entier, ont également approfondi des alternatives de longue date ou élaboré de nouvelles solutions axées sur la prise en charge, la solidarité et la durabilité. Ces alternatives offrent des modèles vitaux et des principes directeurs pour un changement transformateur capable de réaliser les droits humains pour tou-te-s.

S'appuyant sur l'appel mondial à l'action du Réseau-DESC en réponse au COVID-19 (1er mai 2020), les membres ont approfondi leur plaidoyer en faveur des soins de santé publics et de l'accès équitable aux vaccins et aux traitements, de l'intérêt public et de la participation pour contrer l'emprise des entreprises sur les décisions gouvernementales, de la justice en matière de dette et d'un nouveau pacte social en matière de soins. Face aux multiples dimensions de la crise climatique, les membres ont simultanément intensifié leur plaidoyer en faveur de la justice climatique, en résistant aux fausses solutions et en développant des positions communes sur les questions de pertes et de dommages (économiques et non économiques) induits par le climat, qui ont déjà un impact sur les communautés du monde entier. En tant que partie intégrante des principes fondamentaux et du modèle de travail du Réseau-DESC, cela implique nécessairement de placer au centre les peuples autochtones et leur droit à l'autodétermination, les mouvements sociaux et les syndicats indépendants, ainsi que les femmes leaders de la base en leur sein, dans l'élaboration d'analyses, de demandes communes et de stratégies pour le changement. Cet engagement s'est concrétisé par notre premier projet de recherche communautaire, dans le cadre duquel cinq membres du mouvement ont examiné le rôle de l'emprise des entreprises sur les droits des femmes à la terre, au logement et aux ressources naturelles. Répondant aux priorités des membres du mouvement, nous avons également pris

les premières mesures institutionnelles pour mettre en place une équipe de secrétariat chargée de soutenir les campagnes menées par les membres et l'éducation populaire.

Malgré ces avancées significatives, nous avons à nouveau réalisé l'importance des espaces en personne pour les discussions politiques, l'élaboration d'une stratégie commune et l'approfondissement des relations de confiance et de solidarité indispensables à l'action collective. Bien que nous ayons une longue expérience du travail à distance entre les régions, nous avons reconnu, en tant que conseil d'administration, les limites d'une réunion à 13 heures de décalage horaire, avec un accès variable à une technologie et à une connexion internet de qualité. Les journées d'action, les ateliers, l'engagement dans les processus internationaux et les réunions stratégiques connexes sont restés en ligne, ce qui a limité leur impact. Pourtant, une grande partie des membres a continué à se présenter malgré les obstacles, allant même jusqu'à réclamer davantage d'espaces Réseau-DESC, convaincus de la nécessité et du potentiel de la solidarité mondiale et du plaidoyer interrégional. Au secrétariat, nous sommes reconnaissant-e-s d'avoir une équipe cohérente - répartie dans différentes régions - qui s'est engagée dans un changement transformateur mené par les membres, tout en se soutenant les uns les autres à travers les défis quotidiens de cette période. Nous avons également apprécié le soutien constant et flexible de nombreux partenaires financiers de longue date, qui nous a permis de répondre rapidement et de manière créative à ces défis et aux nouvelles opportunités de faire progresser la justice sociale.

**En toute solidarité,
Le conseil d'administration du Réseau-DESC**



Mary Ann Manja Bayang
(Philippines)



Maha Abdallah
(Palestine)



Chris Grove
Réseau-DESC (ex-officio)



Binota Moy Dhamai
Asia Indigenous Peoples
Pact (Thaïlande)



Christina Saiti Iouwa
World Forum of Fisher People
(WFFP), Kenya



Ryan Schlieff
International Accountability
Project (IAP), (États-Unis)



**Irene Escorihuela
Blasco**
Observatori DESC
(Espagne)



Juana Toledo
Consejo de Pueblos Wuxhtaj
(Guatemala)

[Le Réseau-DESC et ses membres : modèle de travail, principes fondamentaux et théorie du changement]

Les origines du Réseau-DESC remontent à un petit groupe de mouvements sociaux, d'ONG de défense des droits humains et défenseur/euse-s qui se sont rassemblé-e-s en reconnaissant que de nombreuses injustices auxquelles ils et elles étaient confronté-e-s étaient de plus en plus mondiales par nature et qu'elles étaient enracinées dans des causes structurelles communes. Créé en 2003, le réseau est apparu comme un espace permettant aux membres de relier leurs luttes à travers les régions afin de relever ces défis souvent systémiques. Reflétant une compréhension des droits humains comme étant enracinés et réalisés à travers les expériences et les luttes vécues par les peuples, les membres ont défini la centralité des mouvements sociaux, une approche intersectionnelle mettant l'accent sur l'analyse de genre, ainsi que l'équilibre régional et de genre, comme principes directeurs essentiels du Réseau-DESC. Ces principes fondamentaux ont été les piliers de notre modèle de travail dirigé par les membres, façonnant quatre stratégies principales au cœur de la théorie du changement du Réseau-DESC:

- **La solidarité**, fondée sur la reconnaissance du fait que "votre lutte est ma lutte", se manifeste par des mobilisations collectives via le système de solidarité du Réseau-DESC pour défendre les membres menacés ou attaqués, en reprenant leurs demandes plus générales en matière de droits humains, en contrastant l'économie politique de la violence et du racisme, et en facilitant le soutien stratégique entre les membres.
- **L'apprentissage mutuel** par le partage interrégional d'expériences, de stratégies et d'enseignements est facilité par des échanges de dirigeant-e-s de la base, des ateliers sur les litiges stratégiques et notre base de données sur la jurisprudence, des ateliers sur la sécurité et la protection, et des webinaires multilingues. La solidarité et l'apprentissage mutuel nourrissent les relations de confiance et favorisent la création de mouvements, qui sont à la base des deux autres éléments de notre théorie du changement.
- **L'analyse partagée** des conditions mondiales et des trajectoires historiques qui sapent les droits humains, guidée par les communautés résistantes, fait partie intégrante de la définition des problèmes, des stratégies et des demandes globales de changement systémique, comme le montrent notre Charte commune de lutte collective et notre Appel mondial à l'action en réponse au COVID-19.
- **L'action collective** - qui s'appuie sur le pouvoir de plus de 280 membres répartis dans 75 pays pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tou-te-s - implique de répondre aux retombées de la pandémie et d'imaginer une "nouvelle normalité", de plaider en faveur d'une réglementation et de recours efficaces, de modifier la politique économique mondiale, d'intervenir dans des affaires juridiques clés, de s'opposer à l'emprise des entreprises, de se mobiliser en faveur de la justice climatique et de centrer les visions des mouvements populaires dans tous les efforts collectifs.



Notre conseil d'administration, composé de sept personnes, est élu tous les trois ans parmi et par les membres, sur la base de nos principes fondamentaux. Les groupes de travail du Réseau-DESC, qui constituent le principal moyen par lequel les membres mettent en œuvre leurs objectifs communs, sont actuellement les suivants : Responsabilité des entreprises (GTRE), Politique économique (GTPE), Environnement et DESC (GT EDESC), Suivi des DESC (GTS), Mouvements sociaux (GTMS), Litiges stratégiques (GTLS), et Femmes et DESC (GT FDESC). Les membres ont de plus en plus donné la priorité à l'utilisation de la force collective et diversifiée du réseau pour faire face à la complexité des défis et des crises interconnectés. De nombreuses initiatives sont désormais des groupes de travail transversaux, notamment les luttes visant à garantir les droits humains liés à la justice foncière et climatique, à lutter contre l'emprise des entreprises sur les institutions et les processus décisionnels gouvernementaux, et à faire progresser les DESC dans les situations de conflit.

Le point de départ de tout travail collectif est l'expérience vécue, l'analyse et le leadership de ceux et celles qui sont affecté-e-s de manière disproportionnée par l'inégalité, l'appauvrissement, l'injustice et la destruction de l'environnement et qui y résistent - en particulier les femmes et les filles. Cette base façonne tous les processus et politiques du réseau - de l'élaboration de positions politiques à la formation de structures de gouvernance, en passant par la planification de réunions et d'ateliers stratégiques. Grâce à cet effort nécessairement sans fin pour vivre selon nos principes fondamentaux et créer cet espace horizontal et radicalement démocratique dédié à une humanité commune et à la dignité de tou-te-s, le Réseau-DESC pratique et modélise une politique préfigurative du type de monde que nous voulons construire et de la politique que nous voulons devenir.





Les membres ont lancé les deux premières éditions de la série de bandes dessinées "The Power of the 99% to Stop Corporate Capture" (Le pouvoir des 99% pour mettre fin à l'emprise des entreprises) et les notés d'information qui l'accompagnent, qui traitent de l'emprise sur les Nations unies et les soins de santé. Les alliés et les médias progressistes se sont joints aux membres pour diffuser largement les bandes dessinées, et ces éditions ont été un outil clé dans les efforts d'éducation politique populaire des membres du mouvement, dans un rassemblement mondial pour un accès équitable aux vaccins, et dans le plaidoyer pour la régulation des acteurs du monde des affaires.

Le texte le plus récent du projet de traité visant à réglementer les activités des entreprises reflète les demandes de notre position collective, y compris des références explicites à la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et au changement climatique. Plusieurs États ont à nouveau fait pression pour obtenir des positions progressistes et un langage fondé sur l'analyse et le plaidoyer des membres (octobre 2021).

"Je crois que notre rôle le plus important a été de créer un mouvement et d'influencer l'opinion publique, en rendant visibles les luttes, les injustices et les demandes des peuples et des communautés affectés, en générant des pressions et en témoignant du processus de négociation du traité, en évitant et en exposant les moyens et les méthodes utilisés par les entreprises - et les pays qui les représentent - pour continuer à violer les droits et à se légitimer par le biais du traité." Nathalie Rengifo Alvarez, Corporate Accountability, Colombie.



Dans une lettre ouverte collective adressée au directeur général du Fonds monétaire international (FMI), les membres ont appelé à l'annulation et à la restructuration de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire, à donner la priorité aux droits humains et à la protection sociale, et à adopter un modèle de gouvernance démocratique. Ces demandes communes ont servi de base au plaidoyer lors des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI (avril 2021), ainsi qu'à un puissant événement parallèle sur la dette lors des réunions annuelles du FMI (octobre 2021).



"Cette bande dessinée arrive à point nommé, elle est profondément pertinente non seulement pour le mouvement des agriculteurs en Inde, mais aussi pour d'autres mouvements populaires auxquels nous avons participé qui contestent les abus des entreprises. Ce sont les 99 %, c'est nous, le peuple, qui nous soulevons, qui résistons et qui persévérons face à la puissance des entreprises. Bobby Ramakant, Citizen News Service, Inde.



"La Charte commune est une vision audacieuse, et nous devons être audacieux. [Il ne suffit pas de réduire la pauvreté de moitié ou d'apporter de petits changements. Nous devons tout demander. Adam Barnes, Kairos Center, États-Unis.

Insistant sur le fait que les alternatives féministes doivent être au centre des efforts de redressement et des projets de changement structurel transformateur, les membres ont amplifié l'analyse collective et les demandes d'un nouveau pacte social mondial sur les soins. Cet appel au ralliement a uni les membres et les alliés de toutes les régions pour la deuxième grève mondiale des femmes (mars 2021) et a inspiré l'intervention d'une dirigeante de SOCRA, un syndicat argentin membre, lors de la 69e session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies (février 2021).



"Je voulais souligner un fait positif qui a résulté de la Grève Mondiale des Femmes. Le 8 mars 2021, cette grève mondiale a constitué une surprise pour plusieurs médias en Tunisie. Lorsque notre vidéo a été promue, plusieurs médias, chaînes de télévision et stations de radio, ont appelé spécifiquement pour parler de cette grève mondiale des femmes en détail. Ils ont été surpris de voir comment les femmes pouvaient mener cette grève ! Elle a eu un impact considérable sur la société. Je crois que le fait de mettre en avant une action collective le même jour et pour la même durée peut avoir un grand impact en termes de sensibilisation et de plaidoyer pour obtenir des résultats". Najoua Baccar, Association tunisienne des femmes démocrates, Tunisie



Le système de solidarité (SOS) du Réseau-DESC a mobilisé des actions urgentes en solidarité avec les membres des mouvements sociaux en Afrique du Sud et en Inde, y compris des lettres collectives aux autorités pour dénoncer les attaques et la criminalisation en cours tout en reprenant les demandes plus larges des mouvements. Le réseau a également publié une déclaration publique de solidarité avec le membre Al-Haq et cinq autres organisations de défense des droits humains désignées comme "organisations terroristes" (octobre 2021).

Les membres ont continué à donner la priorité aux efforts visant à renforcer la solidarité entre les membres en s'appuyant sur l'analyse et la résistance des femmes défenseurs des droits humains (FDPH), en particulier les femmes leaders de la base. Parmi ces initiatives, le groupe consultatif SOS a collaboré avec le groupe de travail sur les femmes et les DESC pour recenser 74 défenseuses des droits humains parmi les membres et organiser ensuite une série d'échanges d'apprentissage mutuel, qui ont été accueillis comme des espaces sûrs uniques et indispensables par les défenseuses des droits humains qui y ont participé (juin 2021, août 2021, septembre 2021).



"La solidarité internationale est énorme. Nous avons besoin de force spirituelle." Ivan Alberto Vergara, Movimiento Cimarron, Colombie

Les membres du projet de recherche mené par la communauté ont mis en avant la capacité de définir leurs propres questions de recherche, de concevoir des méthodologies et de collecter des données, ainsi que la création d'espaces horizontaux d'échange et d'apprentissage qui les ont aidés à relever les défis auxquels leurs projets étaient confrontés et qui n'ont pas reproduit les dynamiques descendantes rencontrées dans d'autres initiatives de recherche.

"Jusqu'à présent, le projet [de recherche communautaire] a été extraordinaire ! Ce projet est unique... parce que ces membres de la communauté sont formés pour documenter les défis auxquels ils sont confrontés. Les femmes n'ont jamais abandonné cette lutte... Ce sont elles qui dirigent, qui parlent de leurs histoires, qui racontent ce qui s'est passé dans ces communautés." Radiatu Shariff, Natural Resources Women Platform, Liberia



Dans le cadre de dialogues bi-mensuels avec les mouvements sociaux, les membres réévaluent l'évolution des conditions mondiales identifiées pour la première fois dans la Charte commune de lutte collective du Réseau-DESC, mais intensifiées par la pandémie actuelle et les réponses qui y sont apportées, en affinant leur analyse de l'économie politique de la violence, en évaluant de manière critique les stratégies existantes et en jetant les bases de nouveaux agendas de plaidoyer/campagne en faveur d'un changement transformateur.



"Le seul outil dont disposent les populations pauvres est de s'organiser pour résister [...] et quand je parle d'organisation, je ne pense pas seulement aux organisations autochtones qui unissent leurs forces. Nous devons nous unir aux pêcheurs, aux mineurs, aux universitaires. En d'autres termes, à tout le monde. Sinon, nous ne pourrions pas résister". Benito Calixto, Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas, Pérou.



Renforçant sa jurisprudence reconnaissant la justiciabilité des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a rendu une décision positive dans l'affaire Guachalá Chimbó contre l'Équateur, dans laquelle les membres avaient présenté un amicus (décembre 2020), concluant à une discrimination intersectionnelle fondée sur le handicap et la classe sociale, ainsi qu'à des violations du droit à la santé (mars 2021).

"Si nous voulons que les droits humains et la justice sociale deviennent une réalité pour tou-te-s, il est important que nous construisions un mouvement mondial pour résister à ces problèmes structurels et systémiques, un mouvement mondial qui relie les luttes des mouvements sociaux du monde entier et un mouvement mondial qui est enraciné dans les demandes des personnes pour la dignité, le bien-être et la participation. Ce que j'apprécie vraiment dans le fait de faire partie du Réseau-DESC [...], c'est qu'il est resté fidèle à ses principes fondamentaux. Le modus operandi peut changer, mais le réseau reste farouchement attaché à ces principes, à l'initiative de ses membres et du mouvement social". Priyanthi Fernando, International Women's Rights Action Watch Asia Pacific, Malaisie.



**[Étude de cas sur le travail collectif :
réponse au COVID-19 et aux
crises qui s'entrecroisent]**



"Le système est cassé et nous, les pays du Sud, l'avons toujours su. L'accès aux vaccins est une question de droits humains. Il s'agit de savoir si les gens vivent ou meurent, si nos enfants peuvent aller à l'école, si les gens peuvent gagner leur vie de manière décente". Allana Kembabazi, ISER, Ouganda

Comme les membres l'ont souligné dans l'Appel mondial à l'action du Réseau-DESC en réponse à Covid-19, les crises sociales, économiques et de santé publique qui se croisent et qui sont exacerbées par la pandémie sont enracinées dans des systèmes dominants qui donnent la priorité au profit plutôt qu'aux personnes et à la planète, ainsi que dans des structures d'oppression entrelacées - colonialisme, impérialisme, patriarcat et racisme systémique - qui étaient fermement enracinées bien avant mars 2020. Au cours des deux dernières années, les membres du Réseau-DESC, comme d'innombrables personnes dans le monde, ont été contraints de manoeuvrer dans les retombées de ce dysfonctionnement systémique, de faire face à la perte de vies et de moyens de subsistance, à l'effondrement des systèmes de santé, puis à l'apartheid en matière de vaccins et de traitements, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, à l'instigation d'intérêts corporatistes étroits.



"L'accès inéquitable aux vaccins a eu des répercussions négatives sur les minorités raciales et ethniques, les populations noires, les populations autochtones, les femmes dans leur diversité, les populations LGBT, les personnes handicapées et les personnes qui se trouvent à l'intersection des motifs susmentionnés. Ohene Ampofo-Anti, Center for Economic and Social Rights, États-Unis.



L'emprise des entreprises sur les institutions et les processus démocratiques est intrinsèque à d'immenses inégalités de fond, concentrant le pouvoir, la richesse et même les soins de santé entre les mains d'une élite. Dans le contexte de la pandémie, cela s'est manifesté par le fait que les entreprises ont réussi à maintenir des protections figées telles que l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), afin d'empêcher le partage des connaissances et des technologies en matière de soins de santé.

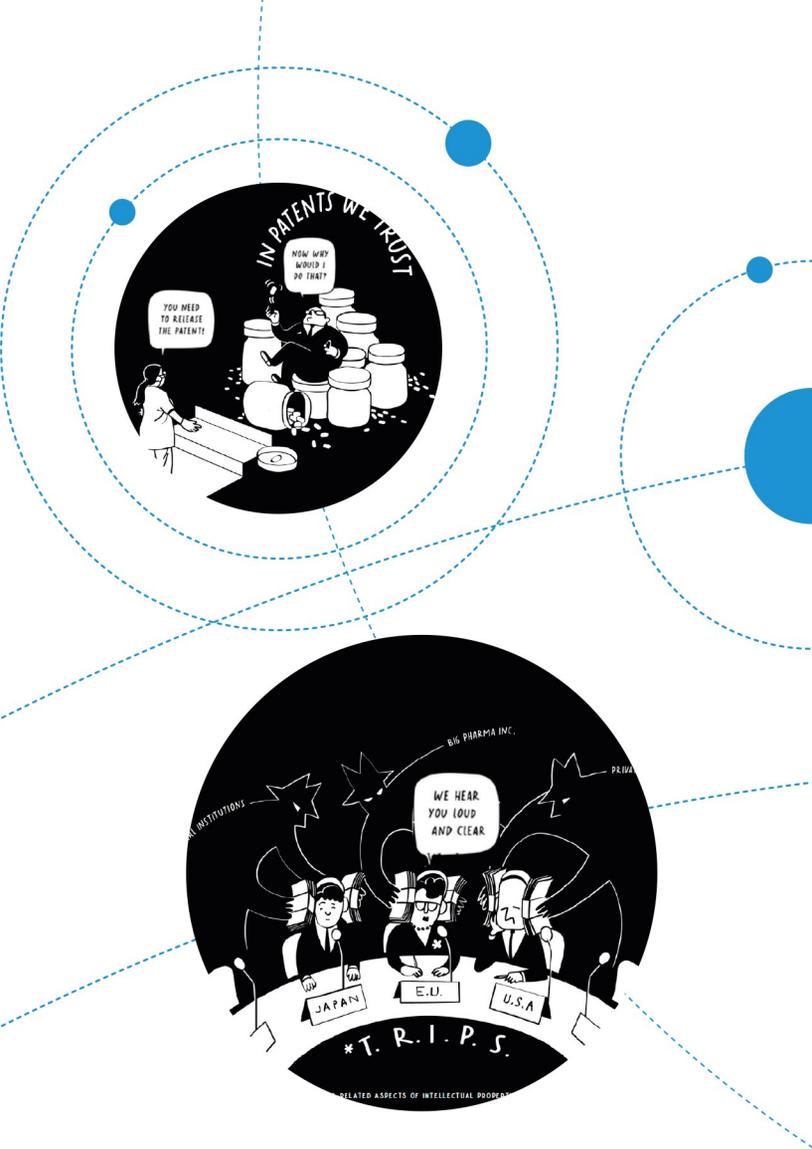


"Les grandes sociétés pharmaceutiques telles que Pfizer ont toujours influencé les décisions des gouvernements au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Cette influence a façonné nos économies nationales et le système économique mondial dominant. En période de pandémie, nous assistons à l'aspect le plus dramatique de cette influence. Les droits de propriété intellectuelle pour lesquels les entreprises ont exercé un lobbying agressif à l'OMC il y a 25 ans empêchent aujourd'hui des milliards de personnes d'avoir un accès équitable aux vaccins COVID-19. De même, la privatisation des soins de santé - résultant de l'emprise des entreprises - entraîne le démantèlement des soins de santé publics aux dépens des travailleurs/euse-s de la santé, qui sont en majorité des femmes, et transforme en fin de compte les détenteurs et détentrices de droits en client-e-s". Alejandra Scampini, Project for Organizing, Development, Education and Research, Mexique

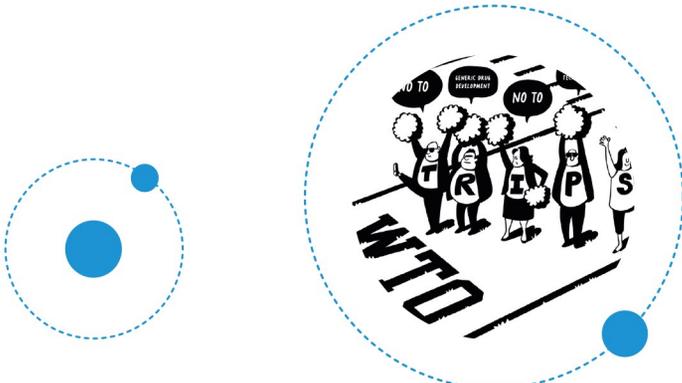
En réponse, les membres ont utilisé des stratégies sur plusieurs fronts pour se mobiliser en faveur d'une dérogation aux ADPIC, essentielle pour mettre fin à l'apartheid en matière de vaccins et de traitements et, par conséquent, à la pandémie. Cependant, ils ont simultanément remis en question les facteurs structurels qui ont conduit à des crises multiples, en favorisant les changements transformateurs - liés à la dette, aux soins et à l'approvisionnement public - qui constituent notre meilleure stratégie pour prévenir une autre pandémie catastrophique. En ce sens, l'accent mis par les membres sur l'équité en matière de vaccins et de traitements ne constitue pas un nouveau domaine de travail, mais plutôt une extension de leur longue histoire de plaidoyer et de campagne contre l'emprise des entreprises et pour le rôle de l'État dans le respect, la protection et la mise en œuvre des DESC, y compris par le biais de leurs obligations extraterritoriales. Cette base, combinée aux demandes partagées décrites dans l'appel mondial, a servi de modèle pour le travail collectif - mené par les mouvements sociaux et les communautés résistantes - au cours de l'année 2021.



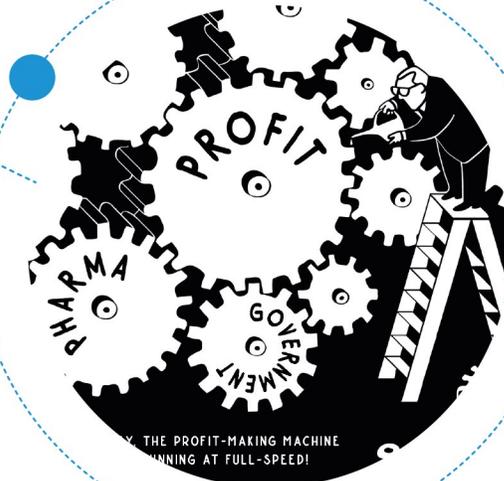
Les membres ont lancé la deuxième bande dessinée de la série "Le pouvoir des 99% pour stopper l'emprise des entreprises", qui traite des vaccins et des soins de santé, expliquant comment l'emprise des entreprises a démantelé les systèmes de santé publique et l'accès aux vaccins et médicaments essentiels dans le monde entier au cours des dernières décennies et de cette pandémie avec des impacts dévastateurs sur nos droits à la santé et à la vie, entre autres (septembre 2021). Démontrant l'efficacité et la portée de la bande dessinée en tant qu'outil d'éducation politique à travers les luttes et les régions, plusieurs membres ont utilisé et diffusé la bande dessinée et la note d'information qui l'accompagne au sein de leurs mouvements et de leurs communautés. Avant la Conférence ministérielle de l'OMC



prévue en novembre 2021, les membres ont utilisé la bande dessinée dans le cadre d'un atelier d'éducation populaire et d'un rassemblement réunissant plus de 200 membres et alliés, coparrainé par les alliés Movement Law Lab, Médecins Sans Frontières et The People's Vaccine Alliance. En outre, des appels réguliers de stratégie de litige, coordonnés avec Movement Law Lab, ont accompagné une série d'interventions ciblées. Par exemple, un appel urgent avec de nombreuses contributions de plus de 15 membres de différentes régions a poussé six expert-e-s indépendant-e-s et rapporteur/euse-s spéciaux de l'ONU à publier une déclaration en faveur d'un accès universel et équitable aux vaccins et traitements contre le COVID (avril 2021). Ces groupes de l'ONU ont ensuite envoyé 44 lettres aux États et aux entreprises, qui ont ensuite été rendues publiques



(octobre 2021), Pfizer et plusieurs États ayant été contraints de répondre aux allégations. En outre, la formulation de deux résolutions du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) - proposées par le Portugal, ainsi que par l'Équateur et le Mouvement des non-alignés - a considérablement été améliorée, du moins en partie grâce à des interventions lors de la 46e session du CDH et à un plaidoyer auprès de ces États spécifiques (mars 2021). Soutenu par près de 100 organisations et individus, notre appel au Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale s'est attaqué au racisme structurel dans et entre les pays, ciblant cinq pays au motif qu'ils ne sont pas intervenus dans le déploiement inéquitable et racialement discriminatoire du vaccin (octobre 2021). Les membres ont également intenté ou menacé d'intenter des actions en justice dans des juridictions nationales clés qui s'opposent à une dérogation aux ADPIC, afin d'accroître la pression et l'attention des médias. Outre l'attention considérable des médias sociaux, les médias grand public dans différents contextes nationaux et régionaux ont de plus en plus couvert le plaidoyer en cours en faveur de l'équité vaccinale. L'appel urgent et la déclaration des experts de l'ONU qui en a résulté ont donné lieu à une longue interview télévisée de la South African Broadcasting Corporation avec l'Initiative for Social and Economic Rights (ISER), un membre ougandais qui codirige ce travail (juin 2021).



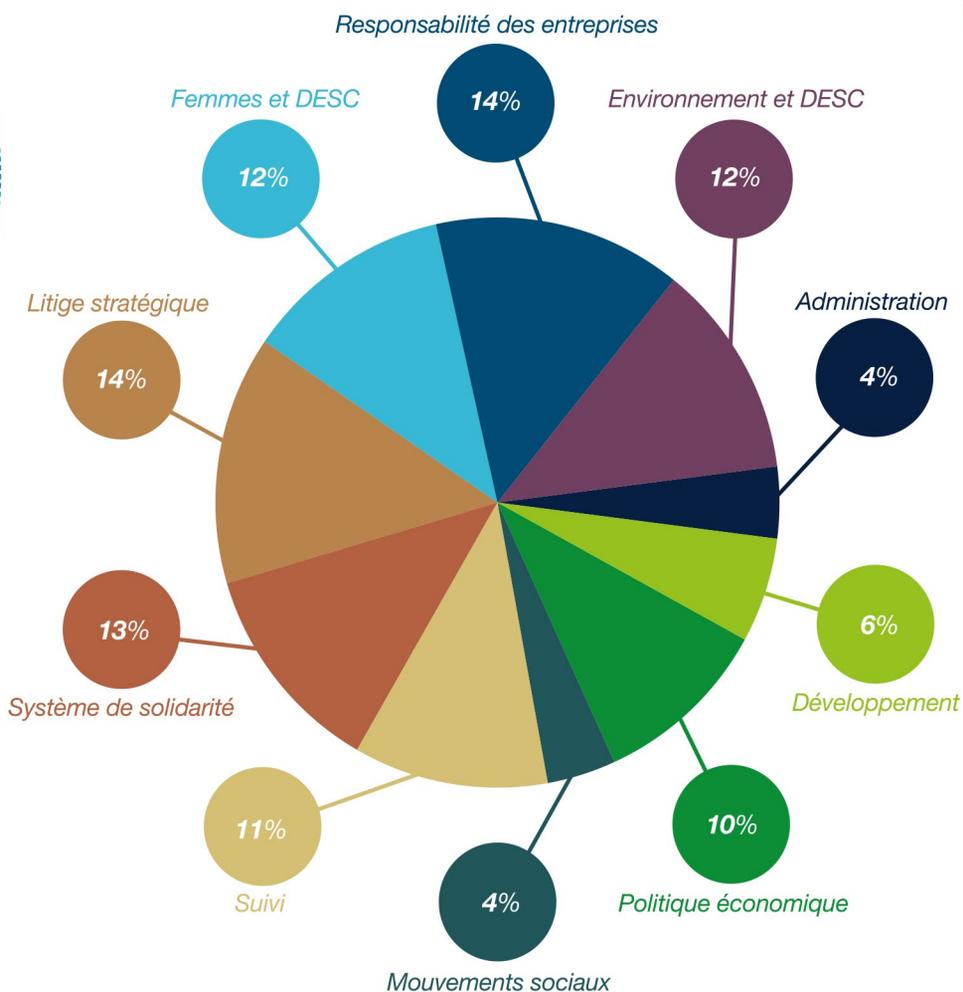
"Une action critique et transformatrice est nécessaire immédiatement si nous voulons apporter des changements substantiels et assurer un accès juste et égal au droit à la santé."
Mandi Mudarikwa, Women's Legal Center, Afrique du Sud



L'insistance des membres sur la responsabilité des acteurs privés et publics fait partie intégrante de l'élimination des dommages disproportionnés et de tout rétablissement réel de la pandémie actuelle. Simultanément, l'attention qu'ils portent aux causes systémiques des inégalités en matière de vaccins, de traitements et de soins de santé publique sert de base à une transition juste et durable vers une nouvelle normalité axée sur les soins, l'égalité réelle et l'intérêt public mondial.



**[Informations financières du Réseau-DESC]
Année fiscale 2021**



Revenu total: \$2,183,012 / Dépenses totales: \$1,614,280

MERCI

En se mobilisant dans des actions de solidarité, en s'engageant dans l'apprentissage mutuel, en approfondissant l'analyse partagée et les demandes communes, et, finalement, en faisant progresser l'action collective, les membres du Réseau-DESC ont fait évoluer de manière significative vers une réalité de droits humains et de justice sociale pour tou-te-s. Le Réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré énormément de temps et d'efforts au travail collectif en 2021, ainsi que ceux et celles qui ont partagé des ressources financières pour aider à faire avancer le travail du Réseau-DESC, y compris :



Pour en savoir plus

www.escr-net.org

 **ESCR Net / Red DESC**

 **@ESCRNet**

 **escrnet**

Contactez-nous

info@escr-net.org



الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC